

AMNESTY INTERNATIONAL
Index AI: NWS 11/58/95 - ÉFAI -

NOUVELLES HEBDOMADAIRES
Informations à l'attention du public

17 mars 1995

RUSSIE.

Amnesty International demande aux autorités russes d'enquêter sur les violations des droits de l'homme en République de Tchétchénie
Index AI: EUR 46/WU 04/95

À la suite d'une mission de recherche d'une semaine dans les zones frontalières de la Tchétchénie, des délégués d'Amnesty International rencontrent aujourd'hui à Moscou des représentants des autorités russes. Le but de cet entretien est de demander l'ouverture d'une enquête sur les informations selon lesquelles des détenus ont subi des mauvais traitements et des civils ont été abattus au moment où ils essayaient de quitter la République de Tchétchénie.

Au cours de son voyage, l'équipe d'Amnesty International, formée de trois délégués, a rencontré des personnes qui ont affirmé avoir été battues et maltraitées par les forces russes. Certaines d'entre elles portaient encore les marques de ces violences.

L'équipe de recherche, qui comportait un médecin, a également rencontré des membres du personnel médical, des responsables gouvernementaux et des journalistes. Des médecins interrogés dans trois hôpitaux, à Nazran, à Sleptsovskoye et à Malgobek, ont confirmé qu'ils avaient soigné des personnes qui semblaient avoir été victimes de mauvais traitements pendant leur détention par les forces russes.

L'équipe a également interrogé des victimes présumées de mauvais traitements à leur sortie de l'hôpital, dont un homme qui s'était rendu à Grozny en décembre pour prendre des nouvelles de membres de sa famille. Selon son récit, il a été interpellé avec sept autres hommes qui s'étaient réfugiés avec lui dans un abri anti-aérien ; on les a emmenés dans une usine de produits alimentaires de Grozny. Là, des individus masqués les ont roués de coups de poing et de pied. Plus tard, il a été mordu par un chien que des gardes avaient délibérément lâché sur lui. Il a finalement été libéré presque deux mois après son arrivée à Grozny. Le médecin qui participait à la mission l'a examiné et a confirmé que les cicatrices encore visibles correspondaient à ses allégations.

L'Organisation s'inquiète de ce que personne ne semble avoir eu à s'expliquer sur les violations des droits de l'homme qui ont de toute évidence été commises. Selon le procureur d'Ingouchie, qui a rencontré l'équipe de recherche, les autorités ingouches ont rassemblé des informations sur ces cas, qui mettent souvent en cause des ressortissants de leur République même lorsque les événements en question ne s'y sont pas déroulés, et les ont transmises aux autorités russes compétentes. À sa connaissance, personne n'avait eu à répondre de ces accusations devant la justice.

Des journalistes et des membres d'organisations humanitaires, qui ont rencontré des membres de l'équipe de recherche, se sont montrés préoccupés par la difficulté de pénétrer en Tchétchénie à l'heure actuelle. Ils avaient eux aussi connaissance de cas de personnes ayant été détenues par la police russe, passées à tabac, puis relâchées. Certains journalistes ont affirmé avoir été brièvement incarcérés dans la région de Samchki, dans le sud de la Tchétchénie, où, après avoir contrôlé leur identité, on les a menacés de mort s'ils essayaient de revenir.

Au vu des résultats de ses investigations, Amnesty International engage instamment les autorités russes à mener une enquête complète et impartiale sur les plaintes faisant état de mauvais traitements en détention, et les allégations selon lesquelles des civils auraient été abattus au moment où ils essayaient de quitter la République de Tchétchénie. L'Organisation lance également un appel à toutes les parties au conflit pour qu'elles respectent le droit international humanitaire et relatif aux droits de l'homme |